Organisation des Nations Unies

14. Afin de relever les défis de l'avenir et de répondre véritablement aux espérances placées en l'Organisation des Nations Unies par les peuples du monde entier, il est essentiel que l'Organisation elle-même soit réformée et modernisée. Il convient de revitaliser le travail de l'Assemblée générale, organe où siègent tous les Etats Membres de l'Organisation. Il convient, entre autres choses, d'augmenter le nombre des membres du Conseil de sécurité et de continuer d'examiner ses méthodes de travail, de manière à renforcer encore sa capacité et son efficacité et à accroître son caractère représentatif et l'efficacité et la transparence de ses travaux; du fait qu'il subsiste d'importantes divergences sur des questions essentielles, il faut encore examiner ces questions de façon approfondie. Il convient de renforcer le rôle du Conseil économique et social pour lui permettre de s'acquitter efficacement aujourd'hui de la mission qui lui a été confiée d'améliorer le bien-être et le niveau de vie de tous les peuples. Il convient de réaliser ces changements et d'autres au sein des organismes des Nations Unies si nous voulons que l'Organisation serve les peuples au nom desquels elle a été créée.

15. Pour pouvoir accomplir son travail efficacement, l'Organisation des Nations Unies doit disposer de ressources suffisantes. Les Etats Membres doivent s'acquitter intégralement et ponctuellement de leur obligation de subvenir aux dépenses de l'Organisation, conformément à la répartition décidée par l'Assemblée générale. Cette répartition doit être arrêtée sur la base de critères rencontrant l'assentiment des Etats Membres et considérés par ceux-ci comme équitables.

16. Les secrétariats des organismes des Nations Unies doivent se montrer nettement plus efficaces dans l'administration et la gestion des ressources qui leur sont allouées. Les Etats Membres, quant à eux, poursuivront la réforme du système et en assumeront la responsabilité.

17. Nous considérons que notre œuvre commune sera plus fructueuse si elle recueille le soutien de tous les acteurs concernés de la communauté internationale, y compris les organisations non gouvernementales, les institutions multilatérales de financement, les organisations régionales et tous les acteurs de la société civile. Nous accueillerons avec satisfaction ce soutien et cette participation et nous les encouragerons selon qu'il conviendra.

40^e séance plénière
24 octobre 1995

50/7. Mission des Nations Unies en El Salvador

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions sur la situation en Amérique centrale, en particulier la résolution 49/137 du 19 décembre 1994 dans laquelle elle a notamment prié le Secrétaire général de prévoir les modalités de la prestation à El Salvador de la coopération et de l'assistance voulues à la fin du mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador, de sorte à garantir la paix ainsi que l'affermissement et la consolidation du processus de réconciliation nationale, de la démocratie et du développement durable,

Rappelant également la lettre, en date du 6 février 1995, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire

général⁶, et la lettre, en date du 17 février 1995, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité⁷,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, en date du 6 octobre 1995, sur la Mission des Nations Unies en El Salvador⁸,

Constatant avec satisfaction qu'El Salvador, pays déchiré par les conflits, va continuant de se transformer en nation démocratique et pacifique,

Rendant hommage aux Etats Membres qui ont fourni du personnel et une contribution volontaire à la Mission,

1. Note avec satisfaction que le Gouvernement et le peuple salvadoriens restent résolus à consolider le processus de paix;

2. Félicite la Mission des Nations Unies en El Salvador du travail qu'elle a accompli sous la responsabilité du Secrétaire général et de son représentant spécial;

3. Note que le Gouvernement salvadorien et les autres parties à l'Accord de Chapultepec⁹ ont pris l'engagement politique de continuer à coopérer en vue d'en mener à bien l'application;

4. Approuve la proposition du Secrétaire général tendant à proroger de six mois le mandat de la Mission, en en réduisant progressivement les effectifs et le coût, sans néanmoins en compromettre l'efficacité;

5. Engage les Etats Membres et les institutions internationales à continuer de fournir une assistance au Gouvernement et au peuple salvadoriens et de soutenir les efforts que la Mission déploie pour consolider la paix et le processus de développement;

6. Prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'application de la présente résolution.

45^e séance plénière
31 octobre 1995

50/9. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

L'Assemblée générale,

Ayant reçu le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale pour l'année 1994¹⁰,

Prenant note de la déclaration faite le 1^{er} novembre 1995 par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique¹¹, qui donne des renseignements supplémentaires sur le déroulement des principales activités de l'Agence en 1995,

Réaffirmant que l'Agence est l'autorité compétente pour vérifier et assurer, conformément à son statut et à son système de garanties, le respect des accords de garanties qu'elle a

⁶ Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Supplément de janvier, février et mars 1995, document S/1995/143.

⁷ Ibid., document S/1995/144.

⁸ A/50/517.

⁹ A/46/864-S/23501, annexe; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-septième année, Supplément de janvier, février et mars 1992, document S/23501.

¹⁰ Agence internationale de l'énergie atomique, Rapport annuel pour 1994 (Autriche, juillet 1995) [GC(39)/3], communiqué aux membres de l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général (A/50/360).

¹¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Séances plénières, 46^e séance, et rectificatif.

conclus avec les Etats parties en application des obligations que leur fait, au paragraphe 1 de son article III, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹², pour empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, et réaffirmant également que rien ne doit être fait qui serait de nature à saper l'autorité de l'Agence à cet égard et que les Etats parties que préoccupe l'inexécution de l'accord de garanties du Traité par les Etats parties doivent en informer l'Agence, pièces justificatives à l'appui, laquelle examine la question, enquête, tire des conclusions et décide des mesures à prendre conformément à son mandat,

Sachant l'importance de l'action que mène l'Agence pour encourager encore l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, comme le prévoit son statut, tout en respectant le droit inaliénable que les Etats qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et aux autres accords pertinents ayant force obligatoire sur le plan international et qui ont conclu avec l'Agence les accords de garanties pertinents ont de poursuivre la recherche, la production et l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux articles I et II et aux autres articles pertinents du Traité ainsi qu'à ses buts et à son objet,

Sachant également que les pays en développement ont spécialement besoin de l'assistance technique de l'Agence et que le financement revêt une grande importance si l'on entend tirer effectivement parti du transfert et de l'application des techniques nucléaires à des fins pacifiques et mettre l'énergie nucléaire au service de leur développement économique,

Consciente de l'importance que revêtent les travaux de l'Agence pour ce qui est d'appliquer les clauses de garantie prévues dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les autres traités, conventions et accords internationaux ayant des objectifs analogues et de s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires, ainsi qu'il est stipulé à l'article II de son statut,

Sachant en outre l'importance des travaux de l'Agence concernant l'énergie nucléaire, les applications des méthodes et techniques faisant appel à l'énergie nucléaire, la sûreté nucléaire, la protection radiologique et la gestion des déchets radioactifs et, en particulier, de ce qu'elle accomplit pour aider les pays en développement dans tous ces domaines,

Soulignant de nouveau qu'il faut appliquer à la conception et à l'exploitation des centrales nucléaires les normes de sûreté les plus élevées, de façon à réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement,

Prenant acte du rapport du Directeur général à la Conférence générale sur les événements qui se sont déroulés en août 1995, touchant le programme de fabrication d'armes nucléaires par l'Iraq¹³, et de la résolution GC(39)/RES/5 de la Conférence générale, en date du 22 septembre 1995¹⁴,

Prenant note des résolutions GOV/2711 du 21 mars 1994 et GOV/2742 du 10 juin 1994 du Conseil des gouverneurs et

GC(39)/RES/3 de la Conférence générale, en date du 22 septembre 1995, concernant la mise en œuvre de l'Accord entre le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹⁵, de même que des déclarations du Président du Conseil de sécurité, en date des 31 mars¹⁶, 30 mai¹⁷ et 4 novembre 1994¹⁸, ainsi que de l'autorisation que le Conseil des gouverneurs a donnée au Directeur général, le 11 novembre 1994, d'exécuter toutes les tâches que, dans la déclaration du 4 novembre 1994, le Président du Conseil de sécurité demandait à l'Agence d'accomplir,

Ayant à l'esprit les résolutions GC(39)/RES/14 sur le renforcement des activités de coopération technique de l'Agence, GC(39)/RES/15 sur l'établissement d'un plan pour produire de l'eau potable économiquement, GC(39)/RES/16 sur le recours intensif à l'hydrologie isotopique pour la gestion des ressources en eau, GC(39)/RES/17 sur le renforcement de l'efficacité et l'amélioration du rendement du système des garanties, GC(39)/RES/18 sur les mesures contre le trafic illicite de matières nucléaires, GC(39)/RES/4 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique, GC(39)/RES/5 sur l'application des résolutions du Conseil de sécurité 687 (1991), 707 (1991) et 715 (1991) relatives à l'Iraq, GC(39)/RES/24 concernant l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient, GC(39)/RES/21 et GC(39)/RES/22 concernant l'amendement de l'article VI du statut relatif à la composition du Conseil des gouverneurs, GC(39)/RES/13 concernant la Convention sur la sûreté nucléaire, GC(39)/RES/19 sur la composition de l'effectif du secrétariat de l'Agence et GC(39)/RES/23 sur les essais nucléaires, adoptées le 22 septembre 1995 par la Conférence générale de l'Agence à sa trente-neuvième session ordinaire⁶,

Ayant également à l'esprit la résolution GC(39)/RES/20 concernant les femmes au secrétariat, que la Conférence générale a adoptée le 22 septembre 1995⁶ et dans laquelle elle a demandé au Directeur général d'examiner le Programme d'action mis au point à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et d'intégrer, chaque fois qu'il convient, les éléments de ce programme dans les politiques et les programmes pertinents de l'Agence,

1. *Prend acte* du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique;
2. *Proclame sa confiance* dans l'action que mène l'Agence pour l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;
3. *Se félicite* des mesures et des décisions prises par l'Agence pour maintenir et renforcer l'efficacité et le rendement du système des garanties conformément au statut de l'Agence et demande aux Etats de coopérer à l'application des décisions prises par l'Agence à cette fin;
4. *Prie instamment* tous les Etats de s'efforcer de parvenir à une coopération internationale efficace et harmonieuse dans l'exécution des travaux de l'Agence, conformément à son statut, en encourageant l'utilisation de l'énergie nucléaire

¹⁵ Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/403.

¹⁶ *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-neuvième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1994, document S/PRST/1994/13.*

¹⁷ *Ibid.*, document S/PRST/1994/28.

¹⁸ *Ibid.*, document S/PRST/1994/64.

¹² Nations Unies. *Recueil des Traités*, vol. 729, n° 10485.

¹³ GC(39)/10 et Add.1.

¹⁴ Voir Agence internationale de l'énergie atomique, *Résolutions et autres décisions de la Conférence générale, trente-neuvième session ordinaire, 18-22 septembre 1995 [GC(39)/RES/DEC(1995)]*.

et l'application des mesures voulues pour améliorer encore la sûreté des installations nucléaires et réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement, en renforçant l'assistance technique et la coopération en faveur des pays en développement et en assurant l'efficacité du système des garanties de l'Agence;

5. *Se félicite* des mesures et des décisions prises par l'Agence pour renforcer et financer ses activités de coopération technique et demande aux Etats de coopérer à leur application;

6. *Félicite* le Directeur général et le secrétariat de l'Agence des efforts impartiaux qu'ils déploient continûment pour faire appliquer l'accord de garanties en vigueur entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée, y compris des efforts qu'ils font pour surveiller le gel d'installations spécifiées dans la République populaire démocratique de Corée comme l'a demandé le Conseil de sécurité, note avec inquiétude que la République populaire démocratique de Corée continue à ne pas respecter l'accord de garanties et la prie instamment de coopérer pleinement avec l'Agence à l'application de l'accord et de prendre toutes les mesures que l'Agence pourra juger nécessaires pour préserver intacte toute l'information dont elle pourrait avoir besoin pour vérifier, jusqu'à ce que la République populaire démocratique de Corée en vienne à appliquer pleinement son accord de garanties, que son rapport initial sur l'inventaire des matières nucléaires soumis à garanties est exact et complet;

7. *Félicite également* le Directeur général de l'Agence et ses collaborateurs de la diligence et de l'efficacité dont ils ont fait preuve dans l'application des résolutions du Conseil de sécurité 687 (1991) du 3 avril, 707 (1991) du 15 août et 715 (1991) du 11 octobre 1991, note avec une vive inquiétude que, depuis 1991, l'Iraq a, en violation des obligations que lui font les résolutions 687 (1991), 707 (1991) et 715 (1991), omis de communiquer à l'Agence des informations concernant son programme d'armement nucléaire et souligne que l'Iraq doit coopérer sans réserve avec l'Agence pour assurer l'application complète des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité;

8. *Demande* à tous les Etats de ratifier la Convention sur la sûreté nucléaire ou d'y adhérer;

9. *Se félicite* des mesures prises par l'Agence pour épauler les efforts visant à prévenir le trafic illicite de matières nucléaires et autres sources de radioactivité;

10. *Prie* le Secrétaire général de transmettre au Directeur général de l'Agence les comptes rendus des débats de la cinquantième session de l'Assemblée générale qui ont trait aux activités de l'Agence.

47^e séance plénière
1^{er} novembre 1995

50/10. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique

L'Assemblée générale,

Résolue à promouvoir le strict respect des buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant, entre autres principes, ceux de l'égalité souveraine des Etats, de la non-intervention et de la non-in-

gérance dans leurs affaires intérieures et de la liberté du commerce et de la navigation internationaux, également consacrés par de nombreux instruments juridiques internationaux,

Rappelant les déclarations que les chefs d'Etat ou de gouvernement ont faites, lors des Sommets ibéro-américains, quant à la nécessité de mettre fin à l'application unilatérale, par un Etat à un autre Etat, de mesures de caractère économique et commercial qui portent atteinte à la liberté des échanges internationaux,

Prenant acte de la Décision n° 360, adoptée le 13 juillet 1995, dans laquelle le XXI^e Conseil du Système économique latino-américain, réuni au niveau ministériel à San Salvador, a demandé instamment que soit levé le blocus économique, commercial et financier de Cuba,

Préoccupée par le fait que ces Etats Membres continuent de promulguer et d'appliquer des lois et règlements dont les effets extraterritoriaux portent atteinte à la souveraineté d'autres Etats et aux intérêts légitimes d'entités ou de personnes placées sous leur juridiction, ainsi qu'à la liberté du commerce et de la navigation,

Rappelant ses résolutions 47/19 du 24 novembre 1992, 48/16 du 3 novembre 1993 et 49/9 du 26 octobre 1994,

Préoccupée par le fait que, depuis l'adoption de ses résolutions 47/19, 48/16 et 49/9, de nouvelles mesures du même type visant à renforcer et élargir le blocus économique, commercial et financier de Cuba continuent d'être promulguées et appliquées, et préoccupée des effets négatifs qui en résultent pour la population cubaine et pour les ressortissants cubains résidant dans d'autres pays,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général, en date du 20 septembre 1995, sur l'application de la résolution 49/9¹⁹;

2. *Exhorte de nouveau* tous les Etats à s'abstenir de promulguer et d'appliquer des lois et mesures du type visé dans le préambule de la présente résolution, vu leurs obligations aux termes de la Charte des Nations Unies et du droit international, qui, notamment, consacrent la liberté du commerce et de la navigation;

3. *Demande de nouveau instamment* aux Etats qui continuent d'appliquer des lois ou des mesures de ce type de faire le nécessaire, dans le plus bref délai possible et conformément à leur système juridique, pour les abroger ou pour en annuler l'effet;

4. *Prie* le Secrétaire général de préparer, en consultation avec les institutions et organismes compétents du système des Nations Unies, un rapport sur l'application de la présente résolution, compte tenu des buts et principes de la Charte et du droit international, et de le lui présenter à sa cinquante et unième session;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session la question intitulée « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique ».

48^e séance plénière
2 novembre 1995

¹⁹ A/50/401.